ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

commerce international

Question au Gouvernement n° 3398

Texte de la question

G20 AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Roubaud, pour le groupe de l'Union pour un mouvement. Populaire.

M. Jean-Marc Roubaud. Ma question s'adresse à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

Monsieur le ministre, l'agriculture est un enjeu majeur au niveau mondial car il faudra, à l'horizon 2050, nourrir neuf milliards d'individus. Aujourd'hui, 1,3 milliard de personnes travaillent dans l'agriculture, qui représente 10 % du commerce mondial.

Il y a deux problèmes majeurs.

Le premier, c'est l'insuffisance de la production. Si nous ne faisons rien, nous aurons affaire à des émeutes de la faim comme on en a connu déjà en Haïti, au Sénégal, plus récemment au Mozambique ou encore dans les pays du Maghreb.

Le second, c'est la volatilité des prix en matière agricole. Il est indispensable que nous fassions quelque chose car si nous en connaissons les causes que sont bien sûr les aléas climatiques et les catastrophes naturelles, il y a aussi la spéculation et la financiarisation des marchés de matières premières. Or celles-ci conduisent à des coûts élevés pour les consommateurs et à des prix bas pour les producteurs, et c'est insupportable.

Il faut donc assurer la transparence et l'encadrement de ces marchés de même que la gestion des crises agricoles. C'est indispensable et, pour ces raisons, le Président de la République a inscrit, dans le cadre de la présidence française du G20, la volatilité des prix des matières agricoles comme un sujet prioritaire, ce qui a été accepté par nos partenaires.

Vous réunissez aujourd'hui et demain, à Paris, les ministres de l'agriculture des pays du G20 pour une feuille de route ambitieuse. Aussi, monsieur le ministre, pouvez-vous nous préciser quelles sont les discussions engagées et quelles sont leurs perspectives, particulièrement importantes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.* Monsieur Jean-Marc Roubaud, tout le monde a conscience, sur tous les bancs de cette assemblée et au-delà, que l'agriculture est un des enjeux stratégiques majeurs du XXIe siècle, et ce pour une raison simple : nous ne savons pas comment nourrir, ni aujourd'hui ni pour demain, l'ensemble de la planète. Les paysans, comme les consommateurs et les pays les plus fragiles de la planète, sont confrontés à la volatilité excessive des prix agricoles mondiaux, et des millions de personnes sont encore confrontées, à travers le monde, au problème de la faim. Un prix du blé qui passe de 200 euros à 250 euros la tonne en quelques semaines, un prix du maïs qui passe de 180 euros à 230 euros la tonne en quelques semaines, c'est inacceptable pour les paysans, c'est inacceptable pour les consommateurs, c'est inacceptable pour les pays les plus fragiles de la planète.

Nous pouvons tous être fiers qu'à l'initiative du Président de la République, Paris soit, pendant deux jours, la capitale de l'agriculture mondiale, et qu'à son initiative, la France ait placé la question agricole et celle de

l'alimentation au coeur des enjeux du G20.
Nous négocions depuis un an sur un plan d'action très concret, qui repose sur cinq points : plus d'investissement dans l'agriculture des pays en développement qui souffrent de la faim ; plus de coopération entre les États membres du G20 ; plus de transparence pour connaître exactement les stocks et la production alimentaire mondiale ; plus de protection pour éviter les effets de la spéculation sur les pays les plus fragiles ; plus de régulation sur les marchés financiers car nous ne pouvons pas accepter que certains acteurs financiers spéculent sur l'alimentation et donc sur la faim dans le monde.
Oui, certes, la négociation est difficile, je l'ai déjà dit. Oui, elle sera compliquée jusqu'au bout parce qu'il est compliqué d'harmoniser les intérêts, sur des sujets aussi stratégiques, des vingt États les plus puissants de la planète. Mais je l'affirme très clairement devant toute la représentation nationale : soit nous parvenons à un accord substantiel sur l'ensemble des cinq points, comme le souhaite le Président de la République, et nous aurons ouvert la voie vers la renégociation et l'investissement dans l'agriculture mondiale pour demain ; soit nous n'aurons pas d'accord sur les cinq points. Mais nous ne nous contenterons pas de demi-mesures car nous voulons un vrai plan pour l'agriculture mondiale de demain. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*
M. Raymond Durand et M. François Sauvadet. Très bien !

Données clés

Auteur : M. Jean-Marc Roubaud
Circonscription : Gard (3e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3398
Rubrique : Relations internationales
Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire
Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 23 juin 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 juin 2011